

Questions orales

Si j'ai bien compris, Israël serait prêt à accueillir des représentants du secrétaire général de l'ONU. Nous croyons que c'est un grand pas dans la bonne voie.

Quand aux relations de l'OLP avec le Canada, le député saura que le gouvernement a fait des démarches pour multiplier les contacts entre notre pays et les dirigeants de ce mouvement. Nous nous efforçons d'utiliser ces contacts pour les encourager à continuer de faire preuve de modération.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, en l'absence du ministre du Commerce extérieur, j'adresse ma question au ministre des Affaires extérieures.

Le gouvernement américain a fermé le port de Bridgewater, par où ma circonscription exporte beaucoup de produits, ce qui cause de graves difficultés aux exportateurs du Nouveau-Brunswick. Or, il semble que cette fermeture contrevienne à l'Annexe 406-D de l'Accord de libre-échange.

Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises et prendra-t-il pour assurer la viabilité à long terme des entreprises d'exportation du Nouveau-Brunswick, étant donné les difficultés que le gouvernement américain leur cause unilatéralement? Le ministre a-t-il une réponse et une suggestion à nous donner?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député de poser cette question qu'il avait également posée il y a quelque temps à mon collègue, le ministre du Commerce extérieur.

La tendance qui semble se dessiner nous préoccupe. Nous avons communiqué avec le service des douanes des États-Unis. Il semblerait qu'aucune mesure ne sera prise avant le début de juillet. Nous cherchons à tenir des rencontres officielles pour discuter des détails de cette initiative. Nous voulons également obtenir l'aide d'entreprises et d'associations intéressées pour qu'elles nous fournissent des renseignements nous permettant de faire auprès des États-Unis des démarches efficaces qui protégeraient les intérêts du Canada.

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Aujourd'hui à Montréal, la Coalition verte boycotte les audiences du gouvernement sur le soi-disant Plan vert. La Coalition affirme qu'avec de l'argent et du temps de leur côté, les pollueurs et les amis du gouvernement contrôlent toutes les discussions. Le gouvernement tente de cacher son inaction dans le dossier de l'environnement avec de belles paroles à huis clos.

Est-ce que le vice-premier ministre peut nous dire si le ministre suppléant à temps partiel de l'Environnement est prêt à ouvrir les portes de ces audiences au grand public et de laisser connaître aux Canadiens ce qui s'y passe?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le ministre intérimaire de l'Environnement est aujourd'hui à Montréal où il participe à des séances de consultation. La députée devrait s'en réjouir.

Ces consultations permettent à l'ensemble de la population de participer à l'élaboration des lois et de la politique sur l'environnement. Des milliers de Canadiens participent à ces consultations et se montrent intéressés à jouer un rôle dans la protection de leur environnement. La situation permet tous les espoirs et est très encourageante pour le ministre de l'Environnement. Il ne fait aucun doute qu'il fera rapport de ses consultations aux Canadiens.

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au vice-premier ministre et non pas au ministre intérimaire temporaire à temps partiel de l'Environnement.

Les environnementalistes ont dit au gouvernement il y a un an ce qu'il fallait pour l'environnement au Canada. Le plan vert du gouvernement est prêt depuis des mois, mais il le cache aux Canadiens. On ne s'étonnera donc pas que la Coalition refuse de contribuer à étouffer la volonté des Canadiens d'agir pour sauver l'environnement.